

**Délégation Transition Environnementale et Énergétique**  
**Direction Cycle de l'Eau**  
**Rejets Non Domestiques**

Lyon, le - 6 NOV. 2025

Votre interlocuteur : Alexandra PINSCLoux

Tél. : 04.78.95.67.00

E-mail : apinscloux@grandlyon.com

Nos réf. : DCE / RND / AP / 25-802  
APR : 6226

Objet : Notification de l'autorisation de rejet

P.J. : Arrêté d'autorisation n°2025-1067

**RECOMMANDE AR n° 2C 174 864 2222 6**

HCL Direction des affaires techniques  
Monsieur Yassine MATOUK  
Département Maintenance Exploitation  
49 rue Villon  
CS 98 297  
69373 Lyon Cedex 08

**Établissements UCPA et UCS**

Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint un exemplaire de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques, délivré pour les sites Unité Centrale de Production Alimentaire (UCPA) et Unité Centrale de Stérilisation (UCS), établissements des Hospices Civils de Lyon.

Il autorise, pour une durée de 5 ans à compter de la réception de la présente notification, le rejet de vos eaux usées autres que domestiques dans le réseau d'assainissement de la Métropole de Lyon et en fixe les conditions. Cette autorisation est subordonnée aux respects de l'échéancier de mise en conformité figurant à l'article 3 ainsi que des obligations d'autosurveillance de vos rejets et d'entretien de vos ouvrages.

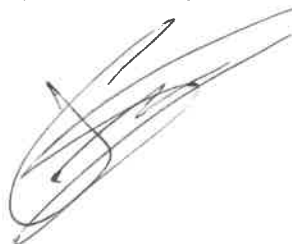
Merci de nous contacter avant l'expiration du délai de l'autorisation ou à chaque modification notable de votre rejet.

Je vous prie d'accepter, Monsieur, mes respectueuses salutations.

**GaëL LORINI**

Responsable Rejets Non Domestiques

Hospices Civils de Lyon - Direction des Affaires Techniques 49 rue Villon - 69373 LYON CEDEX 08									
Date :		10/11/25				N° A383			
Transmis à	IP	ME	DC	RE	DM	EN	IN	RH	
Action					X				
Info	X								



Tout le courrier doit être adressé à :  
**Monsieur le président de la Métropole de Lyon**  
Délégation Transition Environnementale et Énergétique  
Direction Cycle de l'Eau - Rejets Non Domestiques  
20, rue du Lac - CS 33569 - 69505 Lyon cedex 03  
Adresse géographique : 117, boulevard Vivier Merle - Lyon 3<sup>ème</sup>  
www.grandlyon.com

la métropole  
**GRAND LYON**



**ARRETE N° 2025-1067 DE LA METROPOLE DE LYON**

Commune : Saint-Priest

**Objet : Autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques des sites Unité Centrale de Production Alimentaire (UCPA) et Unité Centrale de Stérilisation (UCS), établissements des Hospices Civils de Lyon, dans le réseau public d'assainissement, implantés sur la commune Saint-Priest, avec demandes de mise en conformité**

Service : Direction générale déléguée à la Transition Environnementale et Énergétique – Direction Cycle de l'Eau

*Le Président de la Métropole de Lyon,*

Vu le code général des collectivités territoriales et, notamment, ses articles L 2224-8, L 2224-11, L 3642-2, R 2224-19, R 2224-19-1, R 2224-19-2, R 2224-19-4, R 2224-19-6, R 2224-19-8, R 2224-19-9, R 2224-19-10 ;

Vu le code de la santé publique et, notamment, ses articles L 1331-10, L 1331-11, L 1337-2 ;

Vu le code de l'environnement et, notamment, ses articles R 211-11-1, R 211-11-2, R 211-11-3 ;

Vu les articles R511-9 et suivants du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n°98-205 du 30 janvier 1998 déclarant d'utilité publique les travaux de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine et instaurant des périmètres de protection et les servitudes s'y rapportant, autorisant le prélèvement d'eau et son utilisation en vue de la consommation humaine du captage de Saint Priest lieu-dit « les Quatre Chênes », sur les communes de Saint Priest et Saint Pierre de Chandieu ;

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juin 1976 - Déclaration d'utilité publique des travaux projetés par la Communauté Urbaine de Lyon en vue de l'alimentation en eau potable de la commune de Mions - Dérivation par pompage d'eaux souterraines

Vu l'arrêté préfectoral du 3 juin 1976 - Déclaration d'utilité publique des travaux projetés par la Communauté Urbaine de Lyon en vue de l'alimentation en eau potable de la commune de Corbas - Dérivation par pompage d'eaux souterraines ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des ICPE soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

Vu l'arrêté du 24 août 2017, modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu la délibération du Conseil n° 2024-2330 du 24 juin 2024, relative à l'approbation d'un nouveau règlement du service public de l'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté de monsieur le Président de la Métropole n°2022-07-28-R-0627 en date du 28 juillet 2022, donnant délégation d'attribution à madame Anne GROSPERRIN, Vice-présidente déléguée au Cycle de l'Eau ;

Vu le règlement du service public de l'assainissement collectif applicable au 1<sup>er</sup> juillet 2024 ;



Pour toutes les autres activités, les éventuels rejets d'eau (eaux industrielles) sont interdits dans les réseaux d'assainissement.

Ces effluents sont traités par la station d'épuration de Saint Fons, dont le maître d'ouvrage est la Métropole de Lyon.

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'établissement à chaque changement de procédé de fabrication.

## Article 2 - Caractéristiques des eaux usées autres que domestiques et des eaux pluviales déversées

### 2.1 - Prescriptions générales

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, l'établissement est soumis à l'application du règlement du service public de l'assainissement collectif et notamment :

- partie 1 - chapitre 1 - article 3 relatif aux eaux admises dans les réseaux,
- partie 1 - chapitre 1 - article 4 relatif aux déversements interdits, contrôle et sanction,
- partie 1 - chapitre 4 relatif aux eaux pluviales,
- partie 4 relative aux eaux usées autres que domestiques.

#### 2.1.1 - Valeurs références et limites de rejet des eaux usées autres que domestiques admises dans les réseaux

Les débits maximaux autorisés pour l'établissement sont les suivants :

- Débit journalier : 250 m<sup>3</sup>/jour
- Débit horaire : 36 m<sup>3</sup>/heure

Pour l'élaboration du présent arrêté, les caractéristiques prises en considération sont définies à l'article 6- 2 et sont issues des 3 derniers bilans d'autosurveillance (2024 et 2025).

L'effluent ne devra pas dépasser les valeurs limites admissibles suivantes :

Paramètres	Valeurs limites 'autorisées' en mg/l	Flux maximal admissible (kg/j)
pH	6 < pH < 8,5	Sans objet
Température	< 25°C	
DCO	2 000	500
DBO5	800	200
MEST	600	150
Azote global	150	38
Phosphore total	50	13
Indice hydrocarbures	5	1,3
SEH	150	38
Arsenic total	0,025	0,006
Cadmium total	0,1	0,025
Chrome total	0,25	0,06
Cuivre total	0,25	0,06
Mercurie total	0,025	0,006
Nickel total	0,25	0,06
Plomb total	0,25	0,06
Zinc total	1	0,25
Aluminium	5	1,25
Sulfates	500	125
Sulfures	1,5	0,4
Chlorures	500	125

Le rapport DCO/DBO5 devra être inférieur à 3 pour les débits supérieurs à 1 m<sup>3</sup> par jour. Ce ratio ne sera pas considéré si la concentration en DCO est inférieure à 400 mg/l.

Les déversements visés par l'articles 4.1 du règlement assainissement sont interdits.



#### Volumes d'eau rejetés au :

- Réseau d'eaux usées (2024) :

Origine		m³/an	Commentaires
Eaux sanitaires	UCPA	1 872	Estimé
	UCS	1 260	
	Total	3 132	
Eaux usées non domestiques	UCPA	14 419	Estimé
	UCS	23 482	
	Total	37 901	
Eaux pluviales	UCS	85	Estimé (100 m² x 0,85 m) *

\*Lié à l'aire de dépotage de fioul et à une partie du quai de réception non-couvert.

- Réseau eaux pluviales par temps sec : *sans objet*.

#### 2.2.2 - Caractéristiques des branchements de l'établissement

L'établissement dispose de deux points de rejet dans le réseau séparatif d'eaux usées de la rue Nicéphore Niepce, au droit du n°1060 :

- Un premier pour le bâtiment UCPA ;
- Un second pour le bâtiment UCS.

Des travaux sont programmés pour la création d'un point de rejet unique (voir Article 3).

**Article L216-6 du code de l'Environnement : « Le fait de jeter, déverser ou laisser s'écouler dans les eaux superficielles, souterraines (...), directement ou indirectement, une ou des substances quelconques dont l'action ou les réactions entraînent, même provisoirement, des effets nuisibles sur la santé ou des dommages à la flore ou à la faune, (...), est puni de deux ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende (...). »**

#### 2.2.3 - Installations de prétraitement

Les dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet, nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées dans l'arrêté d'autorisation de déversement sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'établissement.

Ils sont dimensionnés et exploités de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion de démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

#### **Le bypass avant traitement des effluents est interdit.**

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre (éventuellement informatisé) tenu à la disposition de la Métropole.

En cas de dysfonctionnement du prétraitement, l'établissement en informera immédiatement la Métropole et prendra toutes les mesures nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté.

Les opérations d'entretien et de nettoyage du système de prétraitement ne devront en aucun cas conduire à un dépassement des valeurs limites fixées dans l'arrêté d'autorisation de déversement de l'établissement.

En cas de non-respect des conditions d'admission des effluents, l'établissement s'expose aux sanctions prévues par le règlement d'assainissement.

L'établissement doit, par ailleurs, s'assurer que les déchets récupérés par les installations destinataires sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur.

L'établissement justifiera à la Métropole de la correcte élimination de ses déchets en filière conforme et par un prestataire agréé, par la transmission des bordereaux correspondants et dûment complétés.





En aucun cas ces déchets ne doivent être rejetés au réseau public d'assainissement.

À ce titre, l'établissement doit tenir à disposition de la Métropole tous les justificatifs d'élimination ainsi que le registre de suivi des déchets.

**Tout matériau souillé par une substance classifiée par le GHS et mis au rebus est considéré comme un déchet dangereux et, à ce titre, il n'est pas autorisé à être déversé aux réseaux.**

Il doit être éliminé, transporté et identifié conformément à la réglementation en vigueur.

### Article 3 - Échéancier de mises en conformité

Le présent arrêté est subordonné, de la part de l'établissement, à une mise en conformité de ses installations existantes et de ses rejets selon l'échéancier suivant :

Liste des points non-conformes	Mises en conformité demandées	Échéances
Qualité du rejet non conforme en pH et température	Création d'un unique point de raccordement	31 octobre 2026
	Raccordement des rejets de déconditionnement sur le 1er BAG (UCPA)	28 février 2027
	Mise en place d'un tamis rotatif (UCPA)	30 avril 2027
	Construction et mise en service d'une nouvelle installation de neutralisation et de refroidissement (UCS)	31 octobre 2027
	Respect des valeurs limites réglementaires en pH et température	28 février 2028
Qualité du rejet non conforme en chlorures	Remise d'une étude de mise en conformité (produits ou équipements de substitution, solution de traitement en derniers recours)	31 octobre 2027
	Transmission d'un programme d'opérations échéancé, élaboré à partir des conclusions de l'étude	30 avril 2028
	Respect de la valeur limite réglementaire en chlorure	31 décembre 2028
Rejet d'eaux pluviales dans le réseau d'eaux usées	Travaux de déconnexion de l'antenne concernée (obturation du branchement, pose d'une vanne, dévoiement ...)	31 octobre 2027
Présence de micropolluants	Objectif 0 micropolluant dans les effluents rejetés au réseau d'assainissement.	Échéance du présent Arrêté

L'établissement devra justifier à la Métropole de la bonne réalisation de sa mise en conformité dans les délais indiqués, et devra en tout état de cause être conforme à la réglementation ainsi qu'à son arrêté d'autorisation au plus tard le 31 décembre 2028.

En cas de non-respect du présent échéancier et sans justification de la part de l'établissement soumise à acceptation de la collectivité, l'établissement sera de fait non conforme à son arrêté d'autorisation et s'exposera d'une part aux sanctions administratives et financières prévues au Code de la Santé Publique (article 1337-2) ainsi qu'au règlement d'assainissement (articles 43 et suivants) pour rejet non autorisé, et d'autre part se verra interdire tout rejet dans les ouvrages de la Métropole jusqu'à sa mise en conformité effective.

Au terme de la réalisation effective de l'ensemble des actions et travaux de mise en conformité, le présent échéancier sera clôturé et levé par lettre recommandée avec avis de réception.

### Article 4 - Les modalités de surveillance du déversement

#### 4.1 - Autosurveillance

L'établissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions du présent arrêté d'autorisation de déversement.



Les analyses seront réalisées à partir de méthodes normalisées et dans un laboratoire accrédité COFRAC. Pour chaque paramètre, **les limites de quantification devront impérativement permettre le jugement de la conformité des rejets** aux regards des valeurs limites admissibles précisées à l'article 2-1-1 du présent arrêté.

#### 4.1.2 - Pour les rejets eaux pluviales

Sans objet.

### 4.2 - Contrôles par la Métropole

Article L.1331-11 du Code de la Santé Publique « **Les agents du service d'assainissement ont accès aux propriétés privées [...] pour assurer le contrôle des déversements d'eaux usées autres que domestiques.** »

La Métropole pourra effectuer, à ses frais et de façon inopinée, des contrôles pour le respect du présent arrêté.

Les prélèvements réalisés par les agents de la Métropole pourront faire l'objet d'analyses par le laboratoire de la Métropole ou tout autre laboratoire agréé. Le laboratoire de la Métropole est habilité à effectuer des analyses. Ces analyses pourront faire l'objet d'une contre-expertise par un laboratoire agréé à la charge de l'établissement. A défaut de contre-expertise, les analyses effectuées par le laboratoire de la Métropole seront opposables à l'établissement.

Les résultats pourront être communiqués à l'établissement.

Les effluents doivent être conformes aux prescriptions fixées par les articles 2 et suivants du présent arrêté.

Si au moins l'une des caractéristiques de l'effluent dépasse les valeurs limites admissibles, la Métropole pourra prendre les mesures prévues aux articles 5-2 et suivants du présent arrêté.

### Article 5 - Gestion des rejets non-conformes

#### 5.1 - Obligations d'alerte de l'établissement

Article L.211-5 du Code de l'Environnement : « **La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et l'exploitant [...] sont tenus, dès qu'ils en ont connaissance, de prendre ou faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause de danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.** »

En cas d'événement susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, quelle qu'en soit la cause, la durée ou les conséquences envisageables, l'établissement est tenu :

1. **d'avertir dans les plus brefs délais** la Métropole aux numéros de téléphone suivants :

En jours et heures ouvrés,	Service Rejets Non Domestiques	<b>06 99 17 62 54</b>
	Service exploitation des réseaux	<b>04 28 67 54 80</b>
Les samedis, dimanches, jours fériés et nuits	Astreinte Métropole de Lyon	<b>04 78 86 63 83</b>

2. **d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées (et d'eaux pluviales le cas échéant) ;**
3. de prendre les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Métropole pour une autre solution proposée par l'établissement ;
4. de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté ;
5. de prendre toutes les mesures nécessaires pour régulariser la situation, au besoin en modifiant ses installations.

Il sera également envoyé aux services de la Métropole un message écrit, à savoir un email ou un courrier, précisant :

- la personne en charge du dossier d'incident dans l'Établissement ;
- les caractéristiques qualitatives et quantitatives de l'effluent anormal qui a été rejeté dans le réseau d'assainissement ;
- l'heure exacte du début de l'anomalie ;
- le motif du rejet et les moyens mis en place pour y remédier.



Tous coefficients de pollution et de rejet révisés seront notifiés par la collectivité par lettre recommandée avec accusé de réception. En cas d'évolution significative de ce coefficient de pollution, la collectivité pourra vous délivrer un nouvel arrêté.

Le volume pris en compte se fera sur la base des consommations en eaux prélevées de l'Établissement.

#### 6.1 - Coefficient de rejet (Cr)

Sans objet.

#### 6.2 - Coefficient de Pollution (Cp)

Le coefficient de pollution permet de tenir compte, pour tout effluent rejeté, de l'impact effectif sur le fonctionnement du service des eaux et est défini au règlement d'assainissement en vigueur.

Les caractéristiques de l'effluent figurant ci-dessous servent de base au calcul du coefficient de pollution. Elles sont tirées des deux bilans d'autosurveillance menés en 2024.

Paramètres		Valeurs (en mg/litre)
Macro Polluants	DBO5	1 017
	DCO	520
	DCO/DBO5	2
	MES	521
	NGL	28
	PT	6,8
	SEH	47
METOX	As	<LQ
	Cd	<LQ
	Cr	<LQ
	Cu	0,0231
	Hg	<LQ
	Ni	<LQ
	Pb	<LQ
	Zn	0,0925
Hydrocarbures Totaux HCT	Indice hydrocarbures	<LQ
Aluminium		NM
Sulfates		33
Sulfures		<LQ
Chlorures		2 648
Paramètres		Valeurs (en µg/litre)
Micro Polluants (aSD) quantifiés	Toluène	5,67
	Chloroforme	0,65
	Fluoranthène	<LQ
	AMPA	0,03
	Glyphosate	0,01

Le coefficient de pollution de l'établissement est égal à 1.32, dont 0 sur la majoration 'micropolluants'.

Il est applicable sur les abonnements de consommation d'eau référencé(s) : 1096599 (UCPA) et 1096120 (UCS)

#### 6.3 - Rejet d'eaux pluviales polluées

Sans objet.

## **Article 7 - Durée de l'autorisation**

L'autorisation est délivrée pour une durée de 5 ans à compter de sa notification.

De même, toute modification apportée par l'établissement de nature à entraîner un changement notable dans les caractéristiques des effluents doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la Métropole (par exemple : modifications de procédés ou d'activité). Ce changement pourra faire l'objet d'un nouvel arrêté d'autorisation.

Cette autorisation est précaire et révocable : la Métropole a une faculté de dénonciation à tout moment, notamment si elle constate le non-respect des prescriptions du présent arrêté. Elle pourra mettre fin au présent arrêté, après que l'établissement ait été à même de présenter ses arguments ou observations à la Métropole. Le courrier de demande de mise en conformité de la Métropole fixe le délai de réponse dont bénéficie l'établissement ainsi que le délai à compter duquel il doit faire cesser le rejet non-conforme.

L'autorisation est accordée à titre personnel. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'établissement devra en informer la Métropole.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions au règlement du service public de l'assainissement collectif venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent arrêté seraient abrogées.

## **Article 8 - Non-respect de l'autorisation**

Outre les dispositions prévues aux articles 5 et suivants du présent arrêté, et sans préjudice des dispositions administratives et pénales prévues par le Code de l'Environnement et le Code de la Santé Publique, la collectivité se réserve le droit d'appliquer les majorations forfaitaires prévues par le règlement d'assainissement pour non-respect de la présente autorisation.

## **Article 9 - Recours**

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de 2 mois à compter de la réception dudit recours gracieux, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite. Cette démarche prolonge le délai du recours devant le tribunal administratif qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse implicite ou explicite au recours gracieux.

Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon (184, rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03) d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la présente décision ou sur [telerecours.fr](http://telerecours.fr)

## **Article 10 - Exécution**

Le présent arrêté est applicable à compter de sa délivrance, à la signature de Madame la Vice-Présidente déléguée au Cycle de l'Eau de la Métropole de Lyon.

Madame la Directrice générale et monsieur le Comptable public - Trésorier de la Trésorerie de Lyon Municipale et Métropole de Lyon sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifiée au destinataire du présent arrêté par lettre recommandée avec accusé de réception.

Lyon, le - 6 NOV. 2025

**Anne Gersperrin**

Vice-Présidente déléguée  
au Cycle de l'Eau

